



COMMISSION
EUROPÉENNE

Bruxelles, le 27.11.2024
C(2024) 8159 final

DÉCISION D'EXÉCUTION DE LA COMMISSION

du 27.11.2024

**relative au financement de la mesure particulière en faveur de la République du Soudan
pour 2024**

DÉCISION D'EXÉCUTION DE LA COMMISSION

du 27.11.2024

relative au financement de la mesure particulière en faveur de la République du Soudan pour 2024

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

vu le règlement (UE, Euratom) 2024/2509 du Parlement européen et du Conseil du 23 septembre 2024 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union¹, et notamment son article 110,

vu le règlement (UE) 2021/947 du Parlement européen et du Conseil du 9 juin 2021 établissant l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale — Europe dans le monde, modifiant et abrogeant la décision n° 466/2014/UE et abrogeant le règlement (UE) 2017/1601 et le règlement (CE, Euratom) n° 480/2009 du Conseil², et notamment son article 23, paragraphes 1 et 3,

considérant ce qui suit:

- (1) Aux fins de la mise en œuvre de la mesure particulière en faveur de la République du Soudan pour 2024, il y a lieu d'adopter une décision de financement annuelle, qui constitue le programme de travail annuel pour 2024. L'article 110 du règlement (UE, Euratom) 2024/2509 (ci-après le «règlement financier») établit des règles détaillées en matière de décisions de financement.
- (2) L'assistance envisagée doit respecter les conditions et procédures établies par les mesures restrictives adoptées conformément à l'article 215 du TFUE³.
- (3) Les objectifs poursuivis par la mesure annuelle à financer au titre du programme géographique «Afrique subsaharienne» prévu par le règlement (UE) 2021/947 sont de garantir la protection des droits de l'homme et d'améliorer les conditions de vie des personnes déplacées en raison du conflit armé au Soudan.
- (4) Conformément à l'article 23, paragraphe 3, du règlement (UE) 2021/947, le recours à une mesure particulière sans document de programmation est justifié en l'espèce pour soutenir les populations vulnérables du Soudan dans les zones touchées par les déplacements. Le programme indicatif pluriannuel (PIP) en faveur du Soudan est actuellement suspendu en raison des événements politiques survenus en octobre 2021 dans le pays. Le conflit au Soudan, qui a débuté en avril 2023, a causé le déplacement de millions de personnes à l'intérieur et à l'extérieur du pays. Dans ce contexte, il est primordial d'accorder un soutien dans les domaines de la protection, des droits de l'homme, des moyens de subsistance et de l'enseignement primaire.

¹ JO L 239 du 26.9.2024, ELI: <http://data.europa.eu/eli/reg/2024/2509/oj>.

² JO L 209 du 14.6.2021, p. 1.

³ www.sanctionsmap.eu. Veuillez noter que la carte des sanctions est un outil informatique permettant de déterminer les régimes de sanctions. Les sanctions résultent d'actes législatifs publiés au Journal officiel (JO). En cas de divergence, le JO fait foi.

- (5) L'action intitulée «Intégration socio-économique des enfants et des jeunes et protection des droits de l'homme des groupes à risque dans les communautés touchées par les déplacements au Soudan» vise à contribuer à la protection des droits de l'homme et à améliorer les conditions de vie des personnes déplacées en raison du conflit armé au Soudan, en particulier les enfants, les jeunes et les groupes à risque, ainsi qu'à atténuer les risques liés à la migration irrégulière, à la traite des êtres humains, à la criminalité et au recrutement par les parties belligérantes. Elle met l'accent sur la protection et la réintégration des groupes à risque, le soutien à l'emploi et à la création de revenus et le soutien au retour des enfants dans les écoles primaires au moyen de programmes d'alimentation scolaires.
- (6) Il convient d'autoriser l'octroi de subventions sans appel à propositions et de prévoir les conditions d'octroi de ces subventions.
- (7) Conformément à l'article 26, paragraphe 1, du règlement (UE) 2021/947, l'action sera mise en œuvre en gestion indirecte.
- (8) La Commission doit assurer un niveau de protection des intérêts financiers de l'Union en ce qui concerne les entités et les personnes chargées de l'exécution des fonds de l'Union en gestion indirecte, conformément à l'article 157, paragraphe 3, du règlement financier. À cette fin, ces entités et personnes doivent soumettre leurs systèmes et procédures à une évaluation conformément à l'article 157, paragraphe 4, du règlement financier⁴ et, le cas échéant, à des mesures de surveillance appropriées conformément à l'article 157, paragraphe 5, dudit règlement, avant qu'une convention de contribution puisse être signée.
- (9) Il convient de permettre le paiement d'intérêts de retard sur la base de l'article 116, paragraphe 5, du règlement financier.
- (10) Pour permettre une certaine flexibilité dans la mise en œuvre de la mesure, il y a lieu d'autoriser des modifications qui ne devraient pas être considérées comme substantielles aux fins de l'article 110, paragraphe 5, du règlement financier.
- (11) La mesure prévue par la présente décision est conforme à l'avis du comité institué par l'article 45 du règlement (UE) 2021/947,

DÉCIDE:

Article premier
La mesure

La décision de financement annuelle, constituant la mesure annuelle destinée à en œuvre la mesure particulière en faveur de la République du Soudan pour 2024, telle qu'elle figure en annexe, est adoptée.

La mesure comporte l'action suivante:

- Intégration socio-économique des enfants et des jeunes et protection des droits de l'homme des groupes à risque dans les communautés touchées par les déplacements au Soudan, figurant en annexe.

⁴ Sauf dans les cas prévus à l'article 154, paragraphe 6, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046, où la Commission peut décider de ne pas exiger une évaluation ex ante.

Article 2
Contribution de l'Union

Le montant maximal de la contribution de l'Union destinée à la mise en œuvre de la mesure pour 2024 est fixé à 95 000 000 EUR, à financer par les crédits inscrits sur la ligne suivante du budget général de l'Union:

– ligne budgétaire 14 02 01 21: 95 000 000 EUR.

Les crédits prévus au premier alinéa peuvent également couvrir les intérêts de retard.

Article 3
Modes d'exécution et entités ou personnes chargées de l'exécution

L'exécution de l'action menée en gestion indirecte, telle qu'exposée dans l'annexe, peut être confiée aux entités ou aux personnes mentionnées ou sélectionnées conformément aux critères fixés au point 4.4.2 de l'annexe.

Article 4
Clause de flexibilité

Les augmentations ou les diminutions de maximum 10 000 000 EUR ne dépassant pas 20 % de la contribution fixée à l'article 2, premier alinéa, ou les modifications cumulées⁵ des crédits alloués à des actions spécifiques ne dépassant pas 20 % de ladite contribution, ainsi que les prolongations de la période de mise en œuvre, ne sont pas considérées comme substantielles aux fins de l'article 110, paragraphe 5, du règlement financier, pour autant qu'elles n'aient d'incidence significative ni sur la nature ni sur les objectifs des actions.

L'ordonnateur compétent peut appliquer les modifications visées au premier alinéa. Ces modifications sont appliquées dans le respect des principes de bonne gestion financière et de proportionnalité.

Article 5
Subventions

Des subventions peuvent être octroyées sans appel à propositions dans les conditions énoncées à l'annexe. Des subventions peuvent être octroyées aux organismes mentionnés à l'annexe, sélectionnés conformément au point 4.4.1 de l'annexe.

Fait à Bruxelles, le 27.11.2024

Par la Commission
Jutta URPIAINEN
Membre de la Commission

⁵ Ces modifications peuvent venir de recettes affectées devenues disponibles après l'adoption de la décision de financement.